

“ Le SESRIC et la Banque d’Indonésie ont organisé conjointement un Forum International sur l’Économie Numérique Islamique ”

3 STATISTIQUES

En tant que principale banque d’informations socio-économiques sur et pour les pays membres de l’OCI, le SESRIC accorde une importance particulière à l’augmentation des données et informations sur et pour les pays de l’OCI et l’amélioration des systèmes statistiques nationaux (SSN)...

11 RECHERCHES

Le rapport des Perspectives économiques de l’OCI 2020 est le rapport phare du SESRIC qui étudie les tendances macroéconomiques mondiales en mettant l’accent sur les pays de l’OCI en tant que groupe et fournit un large éventail de statistiques et d’analyses utiles, ...

15 FORMATION

Le Centre organise des activités de formation dans le cadre de ses 23 programmes sectoriels de renforcement des capacités. Ces activités sont mises en œuvre selon des modalités différentes en fonction des capacités et des besoins des États membres de l’OCI dans des domaines et des secteurs socio-économiques variés....

AN INTERNATIONAL FORUM ON ISLAMIC DIGITAL ECONOMY
“The Islamic Economic Digitalization and Inclusion: Policy Development and Implementation in the OIC Countries”

Thursday, 29 October 2020 01.00–04.10 p.m (Jakarta Time GMT+7)
 Open for Public | Registration at <https://virtualisef.co.id/sesric-conference/>
 E-Certificate Available Upon Request

| | | |
|--|--|--|
| Welcoming Remarks Nebil Dabur Director General, SESRIC | Keynote Speech Sugeng Deputy Governor Bank Indonesia | Closing Speech M. Anwar Bashori Head of Sharia Economy and Finance Department Bank Indonesia |
| Lead Discussant Dadang Muljawan Director of Islamic Economic and Finance Department Bank Indonesia, Vice Rector IIIU | Discussant Sami Al Suwailem Acting Director General, Islamic Research and Training Institute | Discussant Ameriza M. Moesa Director of Payment System Policy Department, Bank Indonesia |
| Lead Discussant Rifki Ismal Assistant Secretary General of IFSB | Discussant Irfan Syauqi Beik Director, Zakat Distribution and Utilization The National Board of Zakat, the Republic of Indonesia | Discussant Lejla Sadiku Team Leader of Knowledge and Innovation UNDP – Istanbul Regional Hub |
| Discussant Mazhar Hussain Director Economic and Social Research Department, SESRIC | Discussant Umar Munshi Founder, Ethis Group and CEO, GlobalSadaqah.com | |

Designing Islamic Economic Digitalization in OIC Countries
 Digital Based Financial Inclusion Through Islamic Social Finance Platform

Le SESRIC et la Banque d’Indonésie ont organisé conjointement un Forum International sur l’Économie Numérique Islamique

Le Centre de recherche et de formation statistique, économique et sociale pour les pays islamiques (SESRIC) et la Banque d’Indonésie, en coopération avec la Banque islamique de développement (BID), ont organisé conjointement un Forum International virtuel sur « la numérisation et l’inclusion de l’économie islamique: Développement et mise en œuvre des politiques dans les pays de l’OCI » le 29 octobre 2020.

Le Forum a été organisé dans le cadre du 7ème Festival économique de la charia en Indonésie (ISEF) 2020 qui se tient à Djakarta, en Indonésie, sous le thème de « Autonomisation mutuelle pour accélérer la croissance économique de la charia en promouvant les industries halal pour la prospérité mondiale ». Le Forum a réuni des décideurs politiques de haut niveau, des économistes et des experts de l’industrie financière des pays membres et des institutions de l’OCI pour discuter des impacts de la numérisation sur le développement économique et financier, en particulier à la suite de la pandémie COVID-19 en cours.

Le Forum a commencé par le discours de bienvenue de S.E. M. Nebil Dabur, Directeur général du SESRIC. Lors de son discours, M. DABUR a souligné l’importance de la finance islamique en tant qu’alternative éthique à la finance conventionnelle offrant des perspectives et des solutions uniques pour le développement socio-économique. En outre, M. DABUR a souligné que les banques et les institutions financières islamiques peuvent libérer leur potentiel de croissance et de rentabilité substantiel, en particulier en se concentrant sur la révolution numérique en cours dans l’environnement bancaire et financier mondial. A cet égard, a-t-il ajouté, l’adoption de nouvelles technologies telles que la chaîne de Blocs, les Big Data, les interfaces de programmation d’applications et l’automatisation des processus est d’une importance particulière non seulement pour développer et proposer de nouveaux produits et solutions, mais aussi pour élargir leur accès et leur portée à des clients internationaux.

Plus tard, S.E Dr. Sugeng, sous-gouverneur de la Banque d'Indonésie, a prononcé un discours liminaire soulignant les impacts des perturbations numériques sur l'économie et la finance islamiques et des réponses politiques idéales pour maximiser l'effet bénéfique de la numérisation économique. M. Sugeng a également souligné les risques et les défis que pose la numérisation en matière de réglementation et de cybersécurité. La promotion de la coopération intra-OCI et mondiale par le biais de plates-formes numériques appropriées pourrait contribuer au développement des chaînes de valeur halal et à l'amélioration de la variété et de la portée des produits et services basés sur la charia, a-t-il conclu.

La séance d'ouverture a été suivie de deux tables rondes sur (1) la conception de la numérisation économique islamique dans les pays de l'OCI et (2) l'inclusion financière numérique à travers la plate-forme de finance sociale islamique. Conformément au programme, ces tables rondes ont réuni des intervenants de diverses organisations nationales,

régionales et internationales et ont couvert un éventail de sujets, notamment:

- État de la numérisation et de l'inclusion économiques;
- Politique monétaire et macroprudentielle à l'ère de la numérisation;
- Conception des politiques de numérisation économique islamique dans les pays membres de l'OCI;
- Inclusion financière basée sur la numérisation via les plateformes de finance sociale islamique;
- Potentiel des plateformes numériques pour renforcer la coopération intra-OCI.

Les tables rondes ont été suivies d'une session de questions-réponses très interactive et stimulante. Le Forum s'est conclu par les remarques de clôture faites par M. Anwar Bashori, Chef du Département de l'économie et des finances islamiques, Banque d'Indonésie.

Le Directeur général du SESRIC, S.E. M. Nebil DABUR s'est adressé à la réunion virtuelle du Forum des banques centrales de l'OCI-COMCEC en tant que conférencier principal

La réunion virtuelle du Forum des banques centrales OCI-COMCEC a été organisée par la Banque Centrale de la République de Turquie le 07 octobre 2020 sous le thème « Redresser nos économies en temps de Covid-19 ». La réunion a réuni les gouverneurs des banques centrales et les décideurs de haut niveau des pays membres de l'OCI pour discuter des perspectives économiques mondiales et de l'OCI actuelles et des mesures politiques qui ont été prises pour atténuer les effets de la pandémie COVID-19; et aussi pour évaluer les défis et opportunités post-pandémiques pour les pays membres de l'OCI.

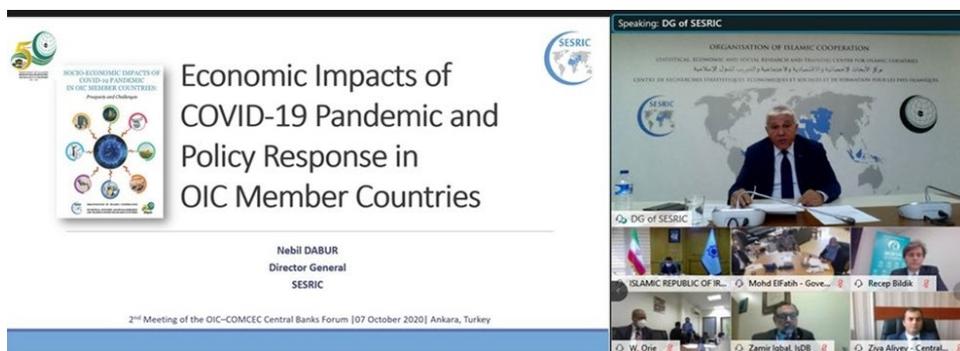
S.E. M. Nebil DABUR, Directeur général du SESRIC, s'est adressé à cette auguste Assemblée en tant que conférencier principal et a partagé avec les participants les principales conclusions de la récente étude de recherche du SESRIC sur « Les impacts socio-économiques de la pandémie COVID-19 sur les pays membres de l'OCI: perspectives et défis: perspectives et défis ». En se concentrant sur les impacts économiques du COVID-19, M. DABUR a déclaré que la pandémie est apparue à un moment où l'économie mondiale était déjà en ruine en raison de la baisse de la demande et des tensions commerciales croissantes entre les principales économies mondiales. Il a ajouté également que la conjonction de ces facteurs a provoqué une tempête parfaite noyant l'économie mondiale dans l'une des pires récessions économiques de l'histoire moderne. En se référant aux dernières estimations du FMI, M. DABUR a souligné que l'économie mondiale devrait se contracter de 4,9% en 2020 et que cette tendance à la baisse pourrait être inversée en 2021 avec l'espoir qu'un vaccin soit fabriqué ou qu'une immunité collective soit obtenue pour pouvoir reprendre la vie normale.

Concernant l'état de fait dans les pays membres de l'OCI, M. DABUR a mentionné que la pandémie COVID-19 constitue des défis et des conséquences sans précédent pour les économies de l'OCI, car la croissance du PIB devrait se contracter de 2% en 2020. Il a également souligné que cette

baisse du PIB est particulièrement alarmante étant donné l'affaiblissement continu de la performance économique du groupe de l'OCI au cours des dernières années. En se référant à des scénarios alternatifs sur les impacts du COVID-19, M. DABUR a déclaré que les exportations totales de l'OCI pourraient chuter entre 17% et 33% et que la baisse des entrées d'IED pourrait atteindre 42 milliards de dollars américains; tandis que les activités touristiques devraient également se contracter de manière significative avec 30 à 46 millions de touristes en moins et une perte d'environ 38 à 57 milliards de dollars US de recettes touristiques. De plus, il a souligné que cet état de fait sombre pourrait entraîner 6 à 8 millions de chômeurs supplémentaires dans les pays membres de l'OCI en 2020.

En commentant les réponses politiques nationales au COVID-19, M. DABUR a mentionné que la majorité des pays membres de l'OCI ont adopté très rapidement des politiques fiscales et monétaires appropriées et introduit des plans de relance pour atténuer les impacts négatifs de la pandémie et redresser les activités économiques. Il a souligné que le caractère mondial de la pandémie exige des réponses collectives aux niveaux national, régional et international. Il a finalement ajouté « C'est pendant ces temps difficiles que les pays membres de l'OCI doivent faire preuve de plus de solidarité et formuler une action islamique commune non seulement pour ralentir et éradiquer la propagation de la pandémie, mais aussi pour établir des politiques et des mesures efficaces pour atténuer ses effets postérieurs ».

La réunion virtuelle du Forum des banques centrales OCI-COMCEC s'est conclue par l'adoption d'un Communiqué officiel.



DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES ET DE L'INFORMATION



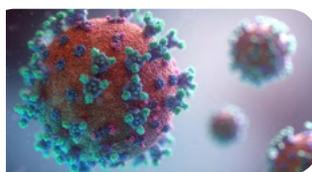
BASES DE DONNÉES, RÉPERTOIRES ET LISTES

En tant que principale banque d'informations socio-économiques sur et pour les pays membres de l'OCI, le SESRIC accorde une importance particulière à l'augmentation des données et informations sur et pour les pays de l'OCI et l'amélioration des systèmes statistiques nationaux (SSN). Le Département des Statistiques et de l'Information est principalement responsable de la collecte, traitement et diffusion des statistiques et informations socio-économiques sur et pour l'utilisation des pays membres de l'OCI.



Le SESRIC continue de mettre à jour sa Base de données statistiques de l'OCI (OICStat) (qui sert de principale source de statistiques en ligne pour les utilisateurs du monde entier qui s'intéressent aux données et informations sur les pays de l'OCI. Présentement, l'OICStat accueille 1 200 indicateurs socio-économiques regroupés sous 26 catégories pour les 57 pays membres de l'OCI et ce depuis 1985. La base de données OICStat est accessible sur : <https://www.sesric.org/oicstat.php>

Outre la base de données OIC-Stat, le SESRIC accueille la Base de données du SESRIC sur la pandémie de Covid-19 dans les pays membres de l'OCI qui fournit des statistiques, des données visualisées et une représentation cartographique par le biais d'une carte bidimensionnelle sur la flambée de la nouvelle maladie à coronavirus (COVID-19) dans les pays de l'OCI. La base



de données du SESRIC sur la pandémie de COVID-19 dans les pays membres de l'OCI est mise à jour quotidiennement et elle est accessible via: https://www.sesric.org/sesric_covid_19.php

En outre, le SESRIC héberge le Répertoire des Offices nationaux de la statistique (<https://www.sesric.org/databases-nso.php>) qui répertorie les coordonnées des ONS des pays membres de l'OCI et le Répertoire des institutions nationales des pays membres de l'OCI (OIC-DIR)(<https://www.sesric.org/oicdir.php>) qui contient des profils de 551 institutions, notamment des banques centrales, des chambres, des agences de développement, des agences de presse financées par le gouvernement, des agences de promotion des investissements, des ministères compétents, des bureaux de statistiques nationaux et sous-nationaux, des instituts de recherche, des groupes de réflexion relevant d'institutions gouvernementales, des instituts de formation, des syndicats / organisations patronales, des universités / instituts d'enseignement supérieur et d'autres institutions publiques ou d'intérêt public.



De plus, le SESRIC héberge la Liste des Experts en Statistiques (ROSE) (<https://www.sesric.org/rose.php>) qui contient actuellement les profils professionnels de 847 experts en statistiques des pays membres de l'OCI.

OUTILS DE DIFFUSION ET DE VISUALISATION DES DONNÉES



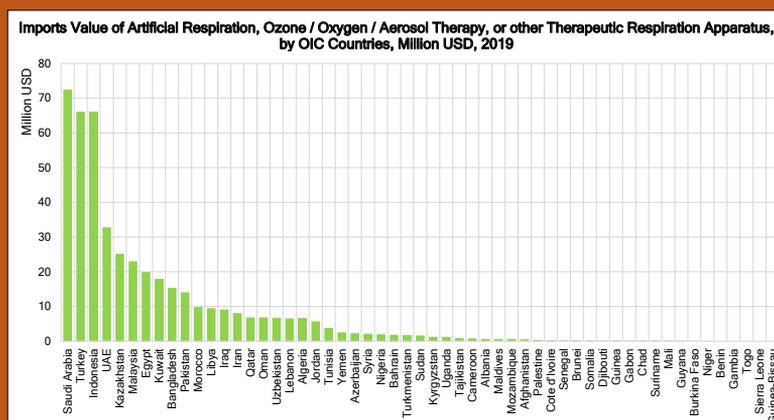
En plus des données OICStat, le SESRIC héberge trois modules en ligne dont le Classeur OCI (qui permet aux utilisateurs de classer les pays de l'OCI sur la base d'un indicateur OICStat sélectionné) (<https://www.sesric.org/oic-ranker.php>), Chercheur haut/bas de l'OCI (qui permet aux utilisateurs de voir la liste des indicateurs OICStat dans lesquels un pays de l'OCI est positionné tout en haut ou tout en bas) (<https://www.sesric.org/oic-tbf.php>), Les diagrammes de mouvement du SESRIC (qui permettent aux utilisateurs de générer des visualisations à partir de plusieurs indicateurs disponibles dans la base de données OICStat) (<https://www.sesric.org/smc.php>).

Un autre outil de diffusion et de visualisation des données hébergé par le SESRIC est les Pays de l'OCI en chiffres (OIC-CIF). Ce module présente les informations et les données statistiques les plus récentes disponibles sur les pays de l'OCI dans neuf rubriques : Contexte, Géographie et climat, Société et démographie, Gouvernement et politique, Économie et secteurs, Pays en chiffres, Partenariats internationaux, Logistique et Liens spéciaux. La version courante des pays membres en chiffres est accessible sur:

<https://www.sesric.org/oic-member-countries.php>

PUBLICATIONS STATISTIQUES

Le saviez-vous? (DYK): Valeur des importations d'appareils de respiration artificielle



Le module « DYK » reflète des faits marquants sur les pays de l'OCI d'une manière simple et conviviale. Le dernier numéro de DYK préparé par le SESRIC a couvert la valeur des appareils de respiration artificielle importés par les pays de l'OCI.

Malgré leur importance, surtout pendant la pandémie COVID-19, peu de pays de l'OCI sont capables de fabriquer des respirateurs artificiels. Par conséquent, de nombreux pays de l'OCI les importent. Les importations de respiration artificielle,

d'ozone / oxygène / thérapie par aérosol et d'autres appareils respiratoires par le groupe des pays de l'OCI se sont élevées à 457 millions USD en 2019. Cette valeur équivaut à 5,4% des importations mondiales (8,4 milliards USD) de ces produits au cours de la même année. Les plus grandes valeurs d'importation de respirateurs artificiels par 10 pays de l'OCI dépassent toutes les 10 millions USD en 2019, allant de 14 millions USD (Pakistan) à 72 millions USD (Arabie Saoudite). Les 10 premiers pays de l'OCI (Arabie Saoudite, Turquie, Indonésie, EAU, Kazakhstan, Malaisie, Égypte, Koweït, Bangladesh et Pakistan) ont représenté 77 % (environ 353 millions USD) du total des importations de respirateurs artificiels de l'OCI.

En ce qui concerne les exportations, la part des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales de ces produits n'était que de plus de 1% car seuls quelques pays de l'OCI ont la capacité scientifique et technologique de les produire. Selon les données disponibles à la fin juillet 2020, seuls 21 pays de l'OCI ont exporté des produits classés dans le groupe de la respiration artificielle, de l'ozone / oxygène / thérapie par aérosol et d'autres appareils respiratoires thérapeutiques. Seuls 8 d'entre eux ont enregistré une valeur d'exportation supérieure à 100 000 USD en 2019. Trois pays de l'OCI, à savoir la Malaisie (63 millions USD), l'Indonésie (11 millions USD) et la Turquie (9 millions USD), ont représenté 97,3 % des exportations totales du groupe des pays de l'OCI pour les respirateurs artificiels.

Le DYK sur la valeur des importations d'appareils de respiration artificielle peut être consulté sur:

<http://www.oicstatcom.org/didyouknow.php>

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS STATISTIQUES (STATCAB)

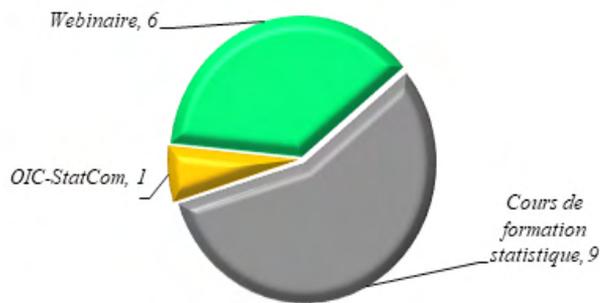


Malgré les défis rencontrés pendant cette période de crise mondiale due à la pandémie de COVID-19, le SESRIC déploie tous les efforts possibles pour faciliter la mise en œuvre des activités dans le cadre de son programme de renforcement des capacités statistiques (StatCaB)

au profit des pays de l'OCI. Les activités statistiques qui se déroulaient auparavant en personne ont été transformées en activités virtuelles grâce à une plateforme de vidéoconférence en suivant des approches d'apprentissage et d'instruction synchrones conçues en accord avec les solutions de formation virtuelle entreprises par le SESRIC.

Entre juillet et décembre 2020, un total de 16 activités statistiques ont été menées, dont 9 cours de formation statistique, 6 webinaires et 1 session de l'OIC-StatCom.

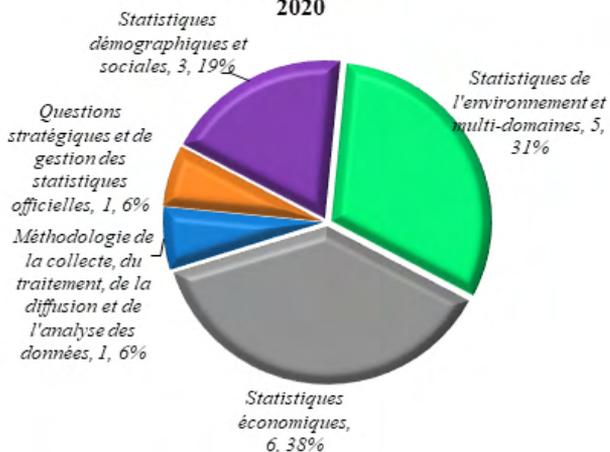
Nombre d'activités statistiques menées, par type, juillet-décembre 2020



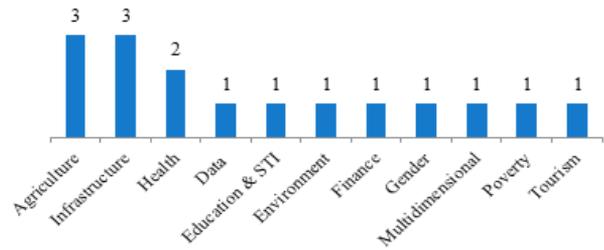
47 pays de l'OCI ont bénéficié des 16 activités statistiques entre juillet et décembre 2020. Ces activités facilitées par le SESRIC n'aurait pas pu être réalisées sans le soutien généreux de 11 pays membres de l'OCI et de 3 organisations internationales depuis 2007.

Vous trouverez ci-dessous la répartition des activités statistiques menées entre juillet et décembre 2020 par domaine et thème statistiques.

Nombre d'activités statistiques menées, par domaines statistiques, juillet-décembre 2020



Nombre d'activités statistiques menées, par thème, juillet-décembre 2020



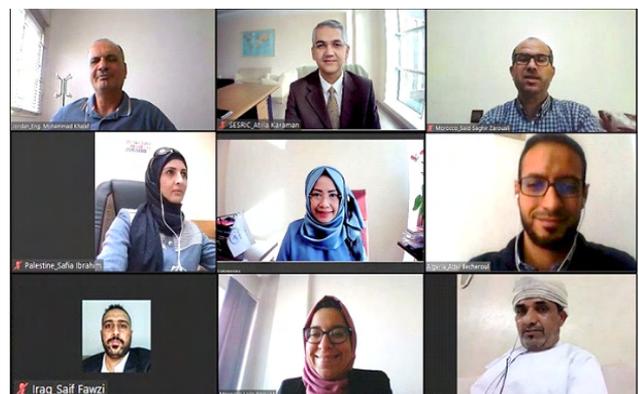
Les impressions suivantes sont tirées des cours de formation statistique organisés par le SESRIC entre juillet et décembre 2020.



Cours de formation statistique sur « les statistiques de transport » au profit du Bénin, organisé par l'ANSD du Sénégal, du 21 au 24 juillet 2020



Réunion consultative sur les indicateurs de l'ODD 4 au profit du Qatar, fournie par TurkStat de Turquie, 27-29 juillet 2020



Cours de formation statistique sur « les indicateurs de l'ODD 13 (lutter contre les changements climatiques) » au profit de l'Égypte, organisé par le Département des statistiques de la Jordanie, 19-22 octobre 2020



Cours de formation statistique sur « les statistiques bancaires, financières et d'assurance » au profit du Brunei, organisé par le Département des statistiques de la Malaisie, du 17 au 19 novembre 2020



Cours de formation statistique sur « les statistiques de l'agriculture, des forêts et de la pêche » au profit de la Côte d'Ivoire, organisé par le HCP du Maroc, du 30 novembre au 4 décembre 2020



Cours de formation statistique sur « les statistiques sur les conditions de vie et la pauvreté » au profit du Bangladesh, dispensé par BPS-Statistics Indonesia, 17 novembre 2020 et 8-9 décembre 2020



Cours de formation en ligne sur l'ODD 5: Égalité des sexes » au profit du Koweït, fourni par CAPMAS d'Égypte, 8-10 décembre 2020



Cours de formation statistique sur « les statistiques du tourisme » au profit de l'Irak, organisé par l'INS de Tunisie du 13 au 15 décembre 2020

Le SESRIC a récemment lancé la série de webinaires sur le partage d'expérience statistique qui offre aux ONS des pays de l'OCI et les unités statistiques des agences internationales concernées l'occasion d'informer les participants de leurs expériences sur des thèmes statistiques d'intérêt mutuel. Voici quelques exemples de webinaires organisés entre juillet 2020 et décembre 2020.



Webinaire sur « La collecte et la diffusion des indicateurs des ODD : L'expérience de l'Ouzbékistan », 12 novembre 2020



Webinaire sur « L'amélioration de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI: un aperçu du bilan alimentaire », 24 novembre 2020



Webinaire sur « l'Enquête sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les ménages et auprès des individus »

COMMISSION DE STATISTIQUE DE L'OCI (OIC-STATCOM)



Session de la Commission de statistique de l'Organisation de coopération islamique (OIC-StatCom), du 28 septembre – 1 octobre 2020

Le SESRIC, en sa qualité de Secrétariat de la Commission de statistique de l'OCI (OCI-StatCom), a organisé la 9ème session de l'OIC-StatCom du 28 septembre au 1er octobre 2020 en collaboration avec le Groupe de la Banque islamique de développement (BID) par vidéoconférence en raison de l'épidémie actuelle de COVID-19. 95 participants des ONS de 39 pays de l'OCI ont rejoint la 9ème Session de l'OIC-StatCom. Des représentants de 9 organisations internationales et régionales, à savoir: le Secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), le Groupe de la Banque islamique de développement (BID), l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Oxford Poverty & Human Development Initiative (OPHI), Le Partenariat statistique pour le développement au 21ème siècle (PARIS21), le Centre statistique du Conseil de coopération des pays arabes du Golfe (CCG-Stat), la

Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Division de statistique des Nations unies (DSNU) ont également assisté et participé à la session.

Au cours de la 9ème session, les activités entreprises depuis la dernière session ont été présentées par le Secrétariat (SESRIC) et la Vision stratégique de l'OIC-StatCom pour 2030 ainsi que le programme d'action du SESRIC pour 2021-2025 ont été adoptés après consultation et élaboration par les membres du Commission.

Les sujets suivants ont été abordés dans les présentations des pays membres ainsi que des organisations internationales compétentes:

- Nouvelles approches pour le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux;
- Génération des indicateurs ODD à partir des données de recensement de la population, des logements et de l'agriculture;
- Suivi et rapports des indicateurs ODD 1 (Pas de pauvreté);
- Utilisation de sources non traditionnelles de données dans les statistiques officielles

Tous les documents, rapports, et autres matériels connexes de la 9ème session de l'OIC-StatCom sont disponibles sur ce lien : <https://bit.ly/OICStatCom9Docs>

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Rapport d'étape annuel sur les ODD prioritaires

Le rapport couvre huit ODD prioritaires (ODD 1-5, 8-9, et 13) et trois autres ODD, dont l'ODD 7 (énergie abordable et propre), l'ODD 11 (villes et communautés durables) et l'ODD 14 (vie sous l'eau). Le nombre d'indicateurs utilisés dans le rapport de cette année était 50 pour le groupe des pays de l'OCI à travers 147 indicateurs des ODD disponibles sur ces 11 ODD. Le rapport examine si les indicateurs sélectionnés se sont rapprochés ou éloignés des cibles des 11 ODD couverts.

Le rapport de cette année révèle qu'il est estimé que les pays de l'OCI, en tant que groupe, ne réaliseront aucun des ODD prioritaires et des trois ODD supplémentaires couverts d'ici 2030 s'ils ne concertent pas leurs efforts. Bien que certains progrès aient été observés dans l'ODD 1 (l'élimination de la pauvreté), ODD 3 (garantir une vie saine), ODD 4 (garantir

une éducation de qualité inclusive et équitable) et ODD 9 (soutenir l'industrie, l'innovation et les infrastructures), ces améliorations ne sont pas suffisantes pour atteindre les cibles sous les ODD respectives d'ici 2030.

Le rapport présente également des progrès stagnants concernant l'ODD 2 (éradiquer la faim), l'ODD 7 (énergie abordable et propre) et l'ODD 8 (assurer une croissance économique durable et un travail décent), ce qui signifie que le groupe des pays de l'OCI est trop lent pour être en mesure de réaliser ces trois ODD d'ici 2030. En outre, le manque de données fait obstacle à une analyse complète des ODD 5, 11, 13 et 14.

L'édition 2020 du Rapport discute les impacts dévastateurs possibles de l'épidémie de COVID-19 sur les ODD dans le but de motiver les pays de l'OCI à se soutenir mutuellement pour faire face aux effets extrêmement négatifs de la pandémie sur les plans économique et social.



COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET

Questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes (TQS) dans les enquêtes nationales

Pour améliorer la mise en œuvre de la CCLAT de l'OMS dans les États membres, l'OCI, par l'entremise de son Programme d'action stratégique de la santé, 2014-2023, vise à réduire le niveau d'exposition des individus et des populations aux effets nocifs du tabac. Basé sur la résolution de la 4^{ème} Session de la Commission de Statistique de l'OCI (OIC-StatCom) tenue en avril 2014 sur l'importance des questions de santé publique et de contrôle du tabac, le SESRIC a signé un Mémoire d'Accord (PA) avec la Fondation CDC en septembre 2014. En vertu dudit protocole, le SESRIC s'engage avec les États membres et les encourage à intégrer les TQS dans les enquêtes en cours en leur offrant la consultation technique et l'aide financière. Afin de poursuivre le partenariat entre le SESRIC et la Fondation CDC pour l'année 2021-2022, un nouvel amendement au contrat de sous-traitance a été signé le 30 novembre 2020.

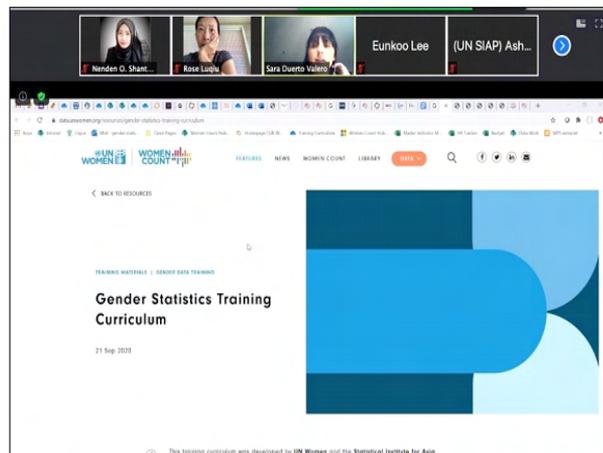
Dans le cadre de ce projet, le SESRIC a organisé un webinaire intitulé « Questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes (TQS) et Questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes auprès des jeunes (TQS-Jeunesse) » le 9 décembre 2020 en collaboration avec les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) et la Fondation CDC avec la participation de 47 participants de 19 pays membres de l'OCI (Afghanistan, Azerbaïdjan, Bénin, Égypte, Gabon, Indonésie, Irak, Jordanie, Koweït, Malaisie, Oman, Pakistan, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Sénégal, Togo, Turquie et EAU).

Les objectifs de ce webinaire étaient de fournir une introduction aux TQS et TQS-Jeunesse; un aperçu de la manière dont les questions sur le tabac peuvent être intégrées dans les enquêtes auprès des adultes et des jeunes ; et des exemples de la manière dont les données de TQS et TQS-Jeunesse peuvent contribuer à élaborer les stratégies de contrôle et de prévention du tabagisme.



Webinaire sur « Les questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes (TQS) et TQS-Jeunesse », 9 décembre 2020

Sous-groupe sur la formation en statistiques sexospécifiques (SGGST)



Réunion virtuelle du sous-groupe sur la formation aux statistiques sexospécifiques
22 septembre 2020

Le SESRIC a participé à la réunion virtuelle du Sous-groupe sur la formation en statistiques sexospécifiques (SGGST) organisée par le Bureau régional ONU Femmes pour l'Asie et le Pacifique le 22 septembre 2020. Des représentants du BPS-Statistics Indonésie, du Bureau des statistiques du Pakistan (PBS), de l'École des données Kirghizistan, de l'Université baptiste de Hongkong, de l'Institut philippin de recherche et de formation statistiques (PSRTI), de l'Institut de statistique des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (SIAP) et de la Commission sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU (CESAP) ont également participé à ladite réunion virtuelle.

D'abord, le programme SGGST a été présenté, ensuite, les participants ont partagé leurs points de vue concernant le référentiel des experts en formation en statistiques sexospécifiques et la certification des formateurs. Au cours de la réunion, chaque membre du SGGST a également décrit ses projets d'utilisation du programme SGGST. Le SESRIC a informé les participants que la formation sur les statistiques sexospécifiques a été incluse dans les activités du programme de renforcement des capacités statistiques (StatCaB) du SESRIC pour 2020 et sera incluse dans les activités de 2021. L'expert qui sera le formateur du programme de formation sur les statistiques sexospécifiques sera encouragé à utiliser le programme SGGST comme l'une des ressources de connaissances.

Le SGGST, un organe subsidiaire du Réseau pour la coordination de la formation statistique en Asie et dans le Pacifique, a été créé en 2018 pour aider les bureaux nationaux de statistique de la région à acquérir les capacités statistiques nécessaires pour produire et utiliser efficacement des statistiques sexospécifiques afin de suivre les progrès au niveau des objectifs de développement durable. Le SESRIC est membre officiel de la SGGST depuis le 15 novembre 2018.

Comité pour la coordination des activités statistiques (CCSA)



6ème session du Comité pour la coordination des activités statistiques (CCAS) 10-11 septembre 2020

Le SESRIC a participé à la 36ème session du Comité de coordination des activités statistiques (CCAS) qui s'est tenue virtuellement les 10 et 11 septembre 2020.

Le premier jour de la session, le volume II de la publication du CCLAT intitulée « Comment la COVID-19 change le monde : Une perspective statistique » et les résultats du deuxième cycle de l'enquête mondiale de la COVID-19 des ONS ont été couverts. Faisant suite au programme de travail, les questions concernant le programme 2030 et les données démographiques dans le suivi mondial des ODD ont été discutées parmi les participants.

Les discussions relatives au Programme 2030, en particulier sur la coordination du renforcement des capacités statistiques et les méthodologies de progrès des ODD, se sont poursuivies au cours de la deuxième journée de la session. De plus, les participants ont également partagé leurs points de vue sur la manière dont les membres du CCSA pourraient contribuer au prochain Rapport sur le développement mondial 2021. Les questions relatives aux informations géospatiales pour les statistiques, aux données ouvertes et à la révision de la classification des activités statistiques ont également été abordées au cours de la session.

Le SESRIC est devenu le membre du Comité pour la coordination des activités statistiques (CCSA) depuis 2006. Le CCSA est un organisme mondial regroupant 45 organisations internationales et supranationales, dont le mandat comprend la prestation de statistiques officielles internationales dans le cadre des Principes régissant les activités statistiques internationales, et qui disposent d'un service statistique intégré permanent dans leur organisation et de contacts réguliers avec les pays.

Réseau mondial d'institutions de formation statistique (GIST)



Le SESRIC a participé à la série de réunions virtuelles de l'équipe spéciale de l'équipe spéciale du Réseau mondial des institutions de formation statistique (GIST) des Nations Unies chargée de la réponse aux besoins des ONS entre le 30 avril

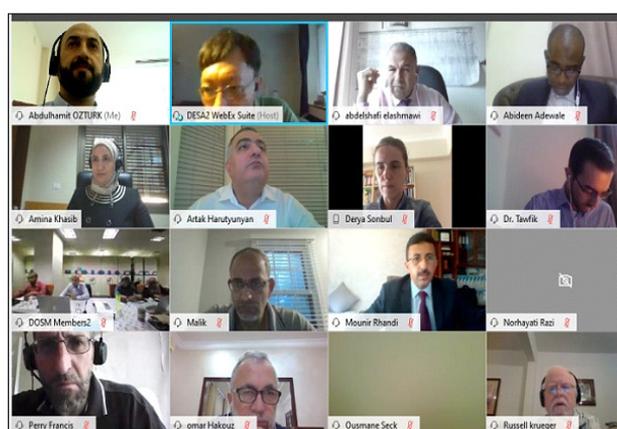
et le 12 août 2020. L'Institut africain pour le développement économique et la planification (IDEP), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Institut international de statistique (IIS), la Division des statistiques des Nations Unies (DSNU), le SESRIC, Statistics Norway, l'Université du Queensland-Australie et le Bureau du recensement des États-Unis ont pris part aux réunions virtuelles.

Au cours des cinq réunions virtuelles tenues depuis la fin d'avril 2020, l'équipe spéciale du GIST des Nations Unies chargée de la réponse aux besoins des ONS a discuté et affiné les études de cas où la coordination en matière de formation statistique pourrait être améliorée pour mieux répondre aux besoins des ONS.

Le SESRIC a contribué aux réunions virtuelles à travers son étude de cas sur la « Coordination des statistiques sexospécifiques » qui met en évidence le rôle du SESRIC dans les travaux du sous-groupe sur la formation en statistiques sexospécifiques (SGGST) pour la coordination de la formation statistique en Asie et dans le Pacifique coordonné par l'ONU Femmes (Secrétariat du sous-groupe) et l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (SIAP) (Secrétariat du réseau) depuis novembre 2018. L'objectif principal du sous-groupe est de veiller à ce que les utilisateurs et les producteurs de données en Asie et dans le Pacifique aient les compétences nécessaires pour produire, diffuser et utiliser largement les statistiques ventilées par sexe, y compris pour le suivi des ODD.

Le GIST est un réseau d'institutions de formation internationales et régionales qui travaillent ensemble pour renforcer les capacités statistiques durables en offrant une formation efficace, efficace et harmonisée. Le SESRIC est l'un des membres fondateurs du GIST établi depuis avril 2018.

ISWGNA/BOPCOM sur la finance islamique



Réunion inaugurale de l'équipe spéciale sur la finance islamique (IFTT) conjointe

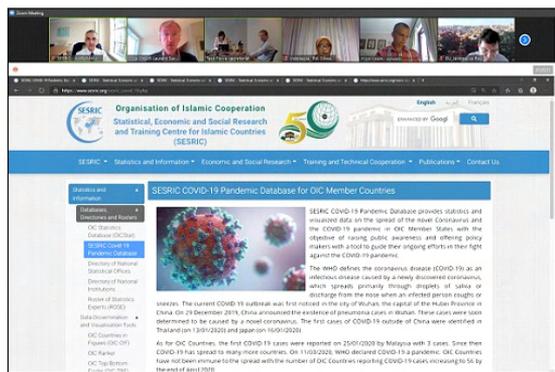
Le SESRIC a participé à la réunion inaugurale de l'Équipe spéciale conjointe sur la finance islamique (IFTT) du Groupe de travail intersecrétariats sur les comptes nationaux (ISWGNA) et le Comité des statistiques de la balance des paiements (BOPCOM) qui s'est tenue le 10 septembre 2020.

La réunion inaugurale en ligne de l'IFTT a réuni 25 experts dans les domaines de la comptabilité nationale, des statistiques du secteur extérieur (SSE) et d'autres statistiques macroéconomiques des pays où la finance islamique est répandue, ainsi que des experts des organisations internationales et régionales compétentes.

La réunion a porté sur plusieurs documents de référence de l'IFFT tels que les Termes de références et le programme de travail de l'IFFT, et le projet de note d'information qui sera soumis aux prochaines réunions du Groupe consultatif d'experts sur les comptes nationaux (AEG) et du BOPCOM qui se tiendront en novembre 2020. L'équipe spéciale conjointe a également discuté des possibilités de collaborer sur des sujets de recherche sélectionnés sur les terminologies et le traitement statistique des activités de la finance islamique, et le projet de note d'orientation qui sera le résultat final de l'IFFT pour approbation aux réunions de l'AEG et du BOPCOM en 2021.

L'IFFT a été créé par l'ISWGNA et le BOPCOM pour mener des recherches supplémentaires et développer une méthodologie/des directives sur le traitement de la finance islamique dans les comptes nationaux et le SSE. L'IFFT remplace l'équipe spéciale de l'ISWGNA sur la finance islamique, qui a été formé en 2017 pour élaborer des orientations sur le traitement statistique des transactions et des flux financiers islamiques dans les comptes nationaux.

Soutien public total au développement durable (TOSSD)



11ème réunion du Groupe de travail international sur le SPTDD, 6-9 octobre 2020

Le SESRIC a assisté à la 11ème réunion du Groupe de travail International du soutien public total au développement durable (SPTDD) qui a été organisée virtuellement par la Direction de la coopération du développement (DCD) de l'Organisation de la coopération économique et le développement (OCED) les 6-9 octobre 2020.

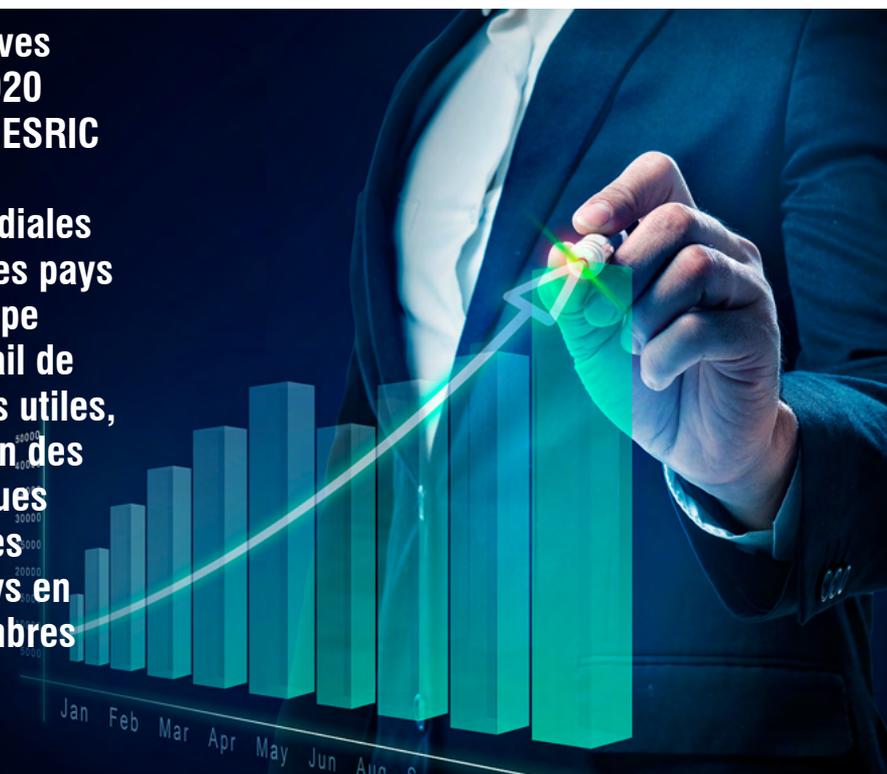
Au cours de la réunion, le secrétariat du groupe de travail du SPTDD a fait le point sur la collecte de données 2020, la pertinence du SPTDD pour le suivi de la réponse au COVID-19 et les problèmes d'éligibilité et de rapport connexes, les travaux du groupe de travail IAEG-ODD sur la mesure du soutien au développement et le document de stratégie du SPTDD. Les participants ont également discuté des propositions sur la manière d'opérationnaliser le concept de durabilité dans le SPTDD, des propositions pour compléter et ajuster les classifications du SPTDD, et les instructions de rapport révisées sur l'allègement de la dette. Le dernier jour de la réunion, l'Indonésie a présenté ses recommandations finales et les conclusions du rapport sur l'étude pilote SPTDD Indonésie.

Au cours de la session intitulée « Communication et sensibilisation », le SESRIC a fait une démonstration en direct de sa base de données sur la pandémie de COVID-19 dans les pays membres de l'OCI qui a été lancée en avril 2020. L'objectif de la présentation est de montrer comment SPTDD pourrait bénéficier de ces outils innovants et de les intégrer dans les présentations de données sur le SPTDD à l'avenir.

La réunion s'est terminée par l'examen du mandat du groupe de travail international du SPTDD et des discussions sur les implications logistiques du COVID-19 pour ses réunions

DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le rapport des Perspectives économiques de l'OCI 2020 est le rapport phare du SESRIC qui étudie les tendances macroéconomiques mondiales en mettant l'accent sur les pays de l'OCI en tant que groupe et fournit un large éventail de statistiques et d'analyses utiles, y compris la comparaison des performances économiques des pays de l'OCI avec les pays développés, les pays en développement non membres de l'OCI et la moyenne mondiale.



Perspectives économiques de l'OCI 2020

Le rapport des Perspectives économiques de l'OCI 2020 est le rapport phare du SESRIC qui étudie les tendances macroéconomiques mondiales en mettant l'accent sur les pays de l'OCI en tant que groupe et fournit un large éventail de statistiques et d'analyses utiles, y compris la comparaison des performances économiques des pays de l'OCI avec les pays développés, les pays en développement non membres de l'OCI et la moyenne mondiale.

La présente édition du rapport est préparée à un moment où le niveau d'incertitude dans l'économie mondiale est à son maximum en raison de la montée du protectionnisme et de l'émergence de la pandémie COVID-19. L'économie mondiale devrait se contracter de 4,9% en 2020, tandis que les économies développées supporteront les effets réels de la pandémie avec une chute vertigineuse de 8% de la croissance de leur PIB. Les économies de l'OCI qui ont enregistré un taux de croissance de 2,4% en termes réels devraient également se contracter de 2% en 2020 avec une reprise à suivre en 2021.

Après l'apparition de la pandémie, les estimations des flux commerciaux mondiaux ont été considérablement révisées à la baisse. Conformément aux tendances mondiales, les pays de l'OCI ont connu un ralentissement de leurs exportations totales vers le monde et leurs exportations globales ont tombé

à 1,79 billion de dollars en 2019. En ce qui concerne les flux d'exportation des pays de l'OCI en 2020, il est prévu que les exportations totales pourraient se situer entre 17% et 33%, en fonction de scénarios alternatifs. Les flux d'exportation intra-OCI ont augmenté régulièrement depuis 2016, passant de 254 milliards à 331 milliards de dollars américains en 2019. Au cours des trois dernières années, les exportations intra-OCI ont augmenté de plus de 30%, ce qui est une réalisation considérable. Cette tendance devrait s'inverser en 2020 avec un taux de baisse entre 4,9% et 14,9%.

Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI sont généralement restés inférieurs à leur potentiel et rapportés à 106,7 milliards de dollars américains en 2019, soit 3,6% de moins que la valeur enregistrée en 2018 de 110,7 milliards de dollars américains. Suite aux incertitudes, les flux d'investissement mondiaux devraient diminuer d'environ 40% en 2020. Les pays de l'OCI devraient également être affectés à des niveaux similaires. Au cours des dernières années, les pays membres de l'OCI ont connu une forte détérioration de leur solde budgétaire. La forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base et de biens primaires rend de nombreux pays de l'OCI particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix. Dix pays de l'OCI affichaient un excédent budgétaire en 2018. Ce nombre est tombé à huit en 2019.



Les pays de l'OCI continuent d'enregistrer des taux de chômage moyens sensiblement plus élevés que ceux du monde, des pays développés et des pays en développement non membres de l'OCI. Depuis 2014, le taux de chômage total dans les pays de l'OCI est en hausse, atteignent 6,7% en 2019 contre 5,9% en 2014. Le taux de chômage des jeunes actifs (14,5% en 2019) sont généralement plus élevés que ceux des adultes dans tous les groupes de pays. Durant la COVID-19, l'OIT s'attend à une augmentation d'environ 25 millions du nombre de chômeurs dans le monde, ce qui signifie 6 à 8 millions de chômeurs supplémentaires dans les pays membres de l'OCI.

La section spéciale de ce rapport se concentre sur les défis et opportunités liés au commerce et à l'intégration dans un contexte des incertitudes croissantes concernant le protectionnisme commercial et la pandémie de COVID-19. Ces chocs pourraient être préjudiciables aux pays de l'OCI qui sont déjà bien intégrés dans les chaînes de valeur mondiales tout en offrant certaines opportunités de bénéficier de la réorientation des chaînes d'approvisionnement. Afin de bénéficier de ces opportunités, les pays de l'OCI doivent réduire les coûts commerciaux, améliorer les capacités technologiques et accroître leur préparation à faire face aux risques de la chaîne d'approvisionnement.

AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI 2020



Le rapport Agriculture et sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI 2020 présente l'état récent ainsi que les contraintes et les défis du secteur agricole et de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI à travers l'analyse d'un large éventail de statistiques les plus récentes disponibles. La préparation du rapport coïncide avec la pandémie de COVID-19, par conséquent, un chapitre spécial a été dédié pour souligner les impacts de la pandémie sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI.

Le rapport met l'accent sur le fait que l'agriculture reste l'un des secteurs les plus importants dans de nombreux pays de l'OCI en tant que source majeure de moyens de subsistance et d'emploi pour des millions de personnes. Les dernières statistiques ont montré qu'en 2018, la part de l'agriculture dans le PIB total dépassait 20 % dans 18 pays de l'OCI. Même dans sept pays de l'OCI situés en Afrique, cette part a dépassé les 30 %. Parallèlement, la part de l'emploi dans le secteur agricole s'élevait à plus de 20 % dans 36 pays membres de l'OCI. Cette part a même dépassé 50 % dans 12 membres de l'OCI situés en Afrique subsaharienne.

Le rapport montre également que les pays de l'OCI disposent de ressources agricoles relativement abondantes (p.ex.: eau, terres arables et ressources humaines) et représentent une part importante de la production et du commerce agricoles mondiaux. Les dernières statistiques indiquent que depuis 2010, l'indice de la production agricole brute dans les pays de l'OCI a enregistré une performance nettement meilleure que celle des pays développés et de la moyenne mondiale. La moitié des pays membres de l'OCI ont également été classés parmi les 20 premiers producteurs des principaux produits agricoles dans le monde. En outre, en termes de commerce, les pays de l'OCI ont connu une augmentation impressionnante de 30 % du volume total du commerce agricole tout au long de la période 2010-2018.

Malgré ces progrès considérables, le rapport souligne que la productivité agricole dans les pays membres de l'OCI est restée insuffisante pour nourrir la population croissante. L'indice moyen de croissance de la production agricole brute par habitant pour le groupe de l'OCI est resté stagnant au cours de la période 2010-2016. De nombreux pays membres de l'OCI dépendent pour une grande part sur les importations alimentaires pour répondre à leur demande locale. Cet état de fait a de graves répercussions socio-économiques, en particulier pour les 28 pays de l'OCI à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), qui sont vulnérables à toute hausse marquée des prix alimentaires internationaux, aux restrictions commerciales et, par conséquent, à l'aggravation de l'état déjà détérioré de la sécurité alimentaire par l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées. Le nombre de personnes sous-alimentées dans la région de l'OCI s'élève à environ 176 millions, ce qui correspond à 10,5% de la population totale de l'OCI. En outre, de multiples menaces à la sécurité alimentaire existent actuellement dans de nombreux pays membres de l'OCI, telles que les conflits internes, les infestations de pestes et de criquets, les conditions climatiques extrêmes, les déplacements de population et, enfin, l'épidémie de COVID-19.

Le rapport met également l'accent sur les défis du développement agricole et les impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Des questions telles que la gestion inefficace des ressources agricoles, le manque d'infrastructures, la carence en micronutriments et les effets du changement climatique doivent être traitées pour les transformer en opportunités. En outre, une section spéciale sur la pandémie de COVID-19 examine le degré d'impact de la pandémie sur le secteur agroalimentaire, son canal d'exposition, et propose enfin des suggestions politiques pour faire face au choc.

RAPPORT DE L'OCI SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL 2020

Le SESRIC a préparé le Rapport sur le marché du travail de l'OCI 2020 comme un document technique de base pour la 5ème Conférence Islamique des Ministres du Travail (CIMT). Le rapport analyse l'état du marché du travail et examine certains aspects importants des développements et de la politique du marché du travail dans les pays de l'OCI. L'édition 2020 de ce rapport fournit une mise à jour sur l'état actuel du marché du travail dans les pays de l'OCI et une brève évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie du marché du travail de l'OCI pour 2025 sur la base des indicateurs clés de performance et des réponses aux enquêtes. Le rapport fournit également une sélection de bonnes pratiques sur la mise en œuvre de la stratégie.

Selon les principales conclusions du rapport, les pays de l'OCI ont connu une augmentation constante de leur part dans la population active totale mondiale, passant de 18,3% en 2010 à 20,3% en 2019. Cependant, il y a des défis considérables à relever pour offrir des possibilités d'emploi décent à la population active. Le taux de chômage total était en moyenne de 6,7% dans les pays de l'OCI, de 5,1% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 4,8% dans les pays développés. La population jeune est confrontée à des défis particuliers sur les marchés du travail. En 2019, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI a été estimé à 14,5%. De plus, on estime que 25,8 % des jeunes ne sont pas en situation d'emploi, d'éducation ou de formation (NEET) dans les pays de l'OCI.

Dans l'ensemble, le rapport révèle que le taux d'activité, le ratio emploi/population, la part de la population active ayant suivi un enseignement supérieur sont plus faibles, mais que le taux de chômage des femmes, la part des emplois vulnérables, la part de l'emploi dans l'agriculture, le taux d'inactivité et la part de la population active ayant suivi un enseignement primaire sont plus élevés dans les pays de l'OCI que dans les autres pays en développement et développés. En revanche, les pays membres de l'OCI ont également constaté des améliorations substantielles

dans le fonctionnement de leur marché du travail, puisque la part des emplois vulnérables et des travailleurs pauvres a diminué, passant respectivement de 55,1 % à 50,7 % et de 41,8 % à 30,6 % au cours de la période 2010-2019. Cependant, la pandémie actuelle de COVID-19 devrait compromettre davantage les gains à peine réalisés en vue d'améliorer la situation du marché du travail dans les pays membres de l'OCI et placer les décideurs politiques dans une situation plus difficile. On estime que 8 millions de personnes supplémentaires pourraient perdre leur emploi dans les pays de l'OCI jusqu'à la fin de 2020.



Le rapport fournit également une analyse détaillée de la mise en œuvre de la Stratégie du marché du travail de l'OCI 2025 basée sur les résultats d'une enquête menée par le SESRIC. L'évaluation des indicateurs clés de performance (KPI) révèle que si certains progrès ont été réalisés dans la réduction du taux de travailleurs pauvres, l'amélioration de la productivité et des niveaux de compétences, les indicateurs sur la participation au marché du travail, le chômage, le chômage des jeunes et l'écart entre les sexes dans la participation au marché du travail n'ont pas pu être améliorés. Selon la réponse à l'enquête du SESRIC de 20 pays de l'OCI, 32% de toutes les actions recommandées dans le document de stratégie ont été réalisées, 38% ont été initiées mais non terminées et 30% n'ont pas encore été initiées.

Finalement, le rapport fournit une section sur les meilleures pratiques dans différents domaines thématiques de la stratégie du marché du travail de l'OCI afin de renforcer la coopération intra-OCI et de faciliter l'échange de connaissances et d'expertise entre les pays membres de l'OCI pour relever certains défis communs du marché du travail. Cette édition comprend 17 études de cas sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de 9 pays membres de l'OCI, à savoir l'Azerbaïdjan, le Cameroun, Djibouti, la Malaisie, le Nigeria, la Palestine, le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA PANDEMIE DE COVID-19 DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

Le SESRIC a lancé une étude de recherche compréhensive sur « Les impacts Socio-économiques de la pandémie de COVID-19 dans les pays membres de l'OCI : perspectives et défis ». Ce rapport examine les impacts potentiels de la pandémie de COVID-19 sur les pays membres de l'OCI dans divers domaines socio-économiques et met en lumière les mesures politiques prises par les pays membres de l'OCI pour faire face aux impacts négatifs de cette crise sans précédent.

Sur la base des projections initiales concernant les effets potentiels de la pandémie, les principales conclusions du rapport soulignent que le taux de croissance moyen du PIB pour la région de l'OCI est estimé à environ -2,0 % en 2020, contre 3,7% au niveau ex ante. En moyenne, les pays de l'OCI devraient être moins gravement touchés que les pays développés, mais à peu près au même niveau que les pays en développement non membres de l'OCI. En conséquence, le nombre total de chômeurs passerait de 47,7 millions à 53,3 - 55 millions en 2020. D'autre part, les exportations totales des pays de l'OCI vers le monde pourraient chuter entre 17% et 33%. En outre, on prévoit que les flux d'IDE vers les pays de l'OCI pourraient passer de 106 milliards de dollars en 2019 à moins de 64 milliards de dollars en 2020. Dans le domaine du tourisme, les pays de l'OCI devraient accueillir 31 à 45 millions de touristes internationaux en moins en 2020. Cela se traduit par une perte potentielle de 39-58 milliards de dollars de recettes touristiques.

La pandémie risque fort de perturber la production des produits alimentaires et agricoles. La contraction de l'économie et des revenus dans le cadre des mesures de

contrôle de la pandémie pourrait accroître la population pauvre, mettant ainsi davantage de personnes dans un état d'insécurité alimentaire. La pandémie de COVID-19 a de graves implications pour les systèmes de santé des pays membres de l'OCI. La disponibilité d'un personnel de santé adéquat, de lits de soins intensifs et de ventilateurs limite la capacité d'intervention dans les pays membres. Actuellement, 38 pays de l'OCI sont confrontés à une grave pénurie de personnel de santé, avec moins de 44,5 médecins, infirmières et sages-femmes pour 10 000 personnes.

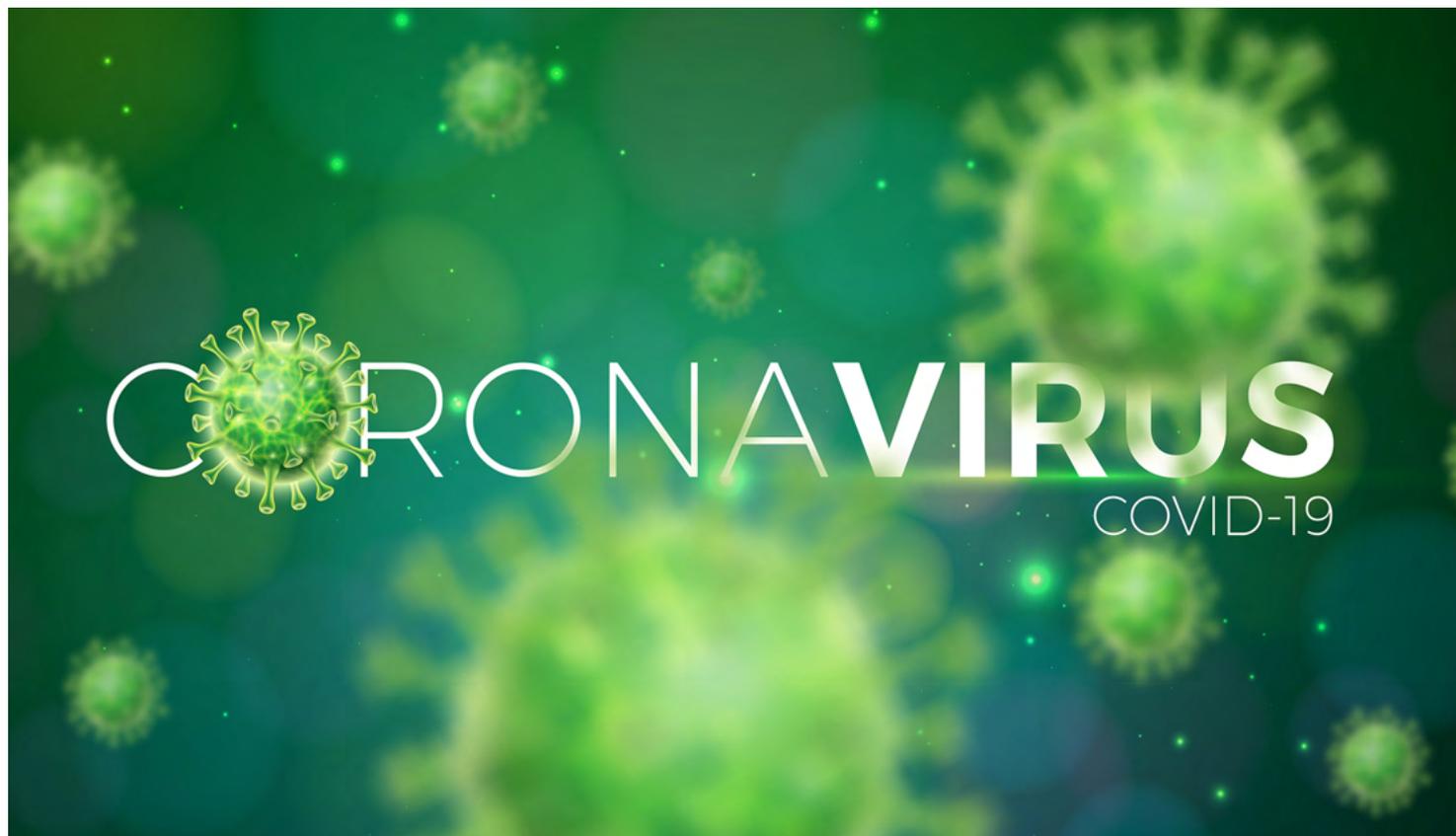


Le secteur de l'éducation dans les pays membres de l'OCI ait été particulièrement touché par la pandémie, empêchant 432,6 millions d'étudiants de poursuivre leurs études. Si la COVID-19 a remodelé le secteur de l'éducation en révolutionnant le paysage de l'enseignement en ligne et à distance, les environnements d'apprentissage à distance ne sont pas toujours ouverts aux apprenants marginalisés disposant

d'infrastructures technologiques de qualité inférieure. Dans l'ensemble, la pandémie aggrave et renforce les inégalités socio-économiques préexistantes et amplifie les vulnérabilités des systèmes sociaux, politiques et économiques.

Le rapport met également en évidence les pratiques nationales adoptées par les pays membres de l'OCI en matière de mesures de sécurité sanitaire, de réponse de politique économique et de mesures de politique sociale pour lutter contre les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur leurs économies et la société en général. Enfin, le rapport identifie diverses réponses de politique économique et sociale et des recommandations fondées sur des données probantes aux niveaux national, régional et international.

DEPARTEMENT DE LA FORMATION ET COOPERATION TECHNIQUE



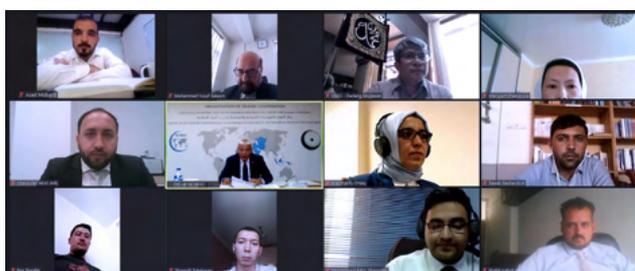
PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU SESRIC

Le Centre organise des activités de formation dans le cadre de ses 23 programmes sectoriels de renforcement des capacités. Ces activités sont mises en œuvre selon des modalités différentes en fonction des capacités et des besoins des États membres de l'OCI dans des domaines et des secteurs socio-économiques variés. Le SESRIC, après avoir fait correspondre ces besoins et capacités, offre des possibilités de formation en mobilisant des experts compétents et en facilitant l'échange de savoir-faire, de compétences et d'expérience entre les institutions nationales des États membres de l'OCI. Les efforts du Centre visent à développer les capacités humaines et institutionnelles dans différents secteurs en suivant les mécanismes de coopération Sud-Sud.

En outre, au milieu de la pandémie COVID-19, l'organisation de cours de formation physique et d'activités de renforcement des capacités n'était plus pratique. Afin de répondre à cette situation extraordinaire, le SESRIC a entrepris les préparations nécessaires pour utiliser les plateformes numériques disponibles afin de mieux servir les activités de formation du Centre et de garder les participants motivés et engagés pendant cette période difficile de la crise mondiale due à la pandémie COVID-19. Voici quelques-unes des activités sélectionnées qui ont été mises en œuvre :

Programme de renforcement des capacités des banques centrales (CB-CaB)

- Cours de formation sur « les banques islamique et la diversification des instruments financiers islamiques »



Le SESRIC a organisé un cours de formation virtuel sur "la banque islamique et la diversification des instruments financiers islamiques" du 13 au 17 juillet 2020. Le cours de formation a été délivré par un expert compétent de la Banque d'Indonésie au profit d'experts et de cadres des banques centrales de la République islamique d'Afghanistan, de la République d'Azerbaïdjan et de la République du Kazakhstan. Le cours a donné un aperçu des principes fondamentaux de la finance islamique, de ses principes et de ses méthodologies.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ENVIRONNEMENT (ENVIRONMENT-CAB)

• Atelier de formation sur 'l'évaluation des impacts sur l'environnement'

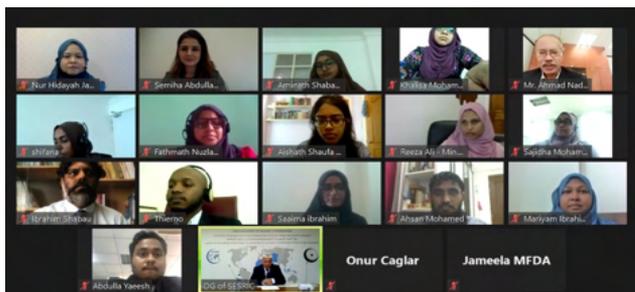


Le SESRIC, en collaboration avec l'Organisation Régionale pour la Conservation de l'Environnement dans la Mer Rouge et le Golfe d'Aden (PERSGA), a organisé un atelier de formation virtuel sur "l'Évaluation des Impacts sur l'Environnement (EIE)" du 30 novembre au 3 décembre 2020. L'atelier de formation a été dispensé par un expert compétent du Centre international des technologies de l'environnement de Tunis (CITET) au profit d'experts des ministères de l'environnement de Djibouti, d'Égypte, de Jordanie, du Royaume d'Arabie saoudite, de Somalie, du Soudan et du Yémen.

L'atelier de formation a permis aux participants de se familiariser avec les principes fondamentaux de l'EIE, tout en renforçant leurs capacités dans la réalisation des EIE et des examens nécessaires. Il a également permis aux participants de se familiariser avec les procédures d'EIE les plus avancées et les tendances les plus récentes en matière d'identification des impacts environnementaux et des moyens de les atténuer.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MATIERE D'AGRICULTURE ET DE SECURITE ALIMENTAIRE (AGRI-CAB)

• Cours de formation sur « l'analyse de la sécurité alimentaire »



Le cours de formation virtuel a été organisé par le SESRIC du 10 au 14 août 2020 au profit des participants du Ministère de la pêche, des ressources marines et de l'agriculture de la République des Maldives (MFMR) et de l'Autorité alimentaire et pharmaceutique des Maldives (MFDA).

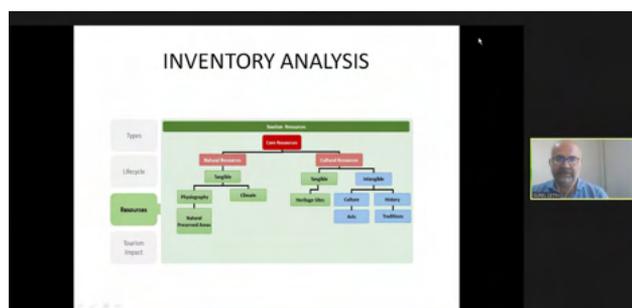
Le cours de formation a été dispensé par un expert compétent du ministère de la santé de Malaisie qui a partagé ses connaissances sur les composantes de l'analyse des risques et les méthodes d'évaluation utilisées sur le terrain pour élaborer des programmes nationaux efficaces de sécurité alimentaire et renforcer le système de contrôle alimentaire existant.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU TOURISME (TOURISM-CAB)

• Cours de formation sur « le développement de corridors touristiques multi-destinations »



Dans le cadre du programme de renforcement des capacités en matière de tourisme du SESRIC (Tourism-CaB) et conformément aux recommandations de politique ministérielle du COMCEC, le Centre a organisé un cours de formation virtuel sur le "Développement des Corridors touristiques multi-destinations" du 23 au 27 août 2020 au profit des experts et des cadres du Conseil national du tourisme (CNT) de l'Etat du Qatar. Le cours de formation a été délivré par des experts compétents du ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Turquie et du Département de la gestion du tourisme de l'Université d'Istanbul.

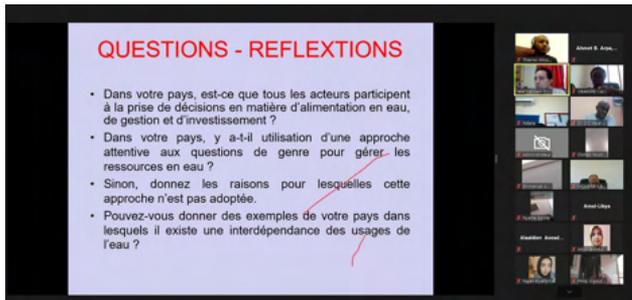


Le cours de formation a permis de mieux comprendre la planification, l'établissement et la gestion des corridors touristiques multi-destinations ainsi que l'importance de la gouvernance, de l'institutionnalisation et de la participation des parties prenantes pour assurer leur durabilité à long terme.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN GESTION DES RESSOURCES EN EAU (WATER-CAB)

• Atelier de formation sur 'la gouvernance de l'eau et la gestion intégrée des ressources en eau' pour les pays du bassin du lac Tchad

Le SESRIC et la Commission du Bassin du Lac Tchad (LCBC) ont conjointement organisé un Atelier de Formation sur "la Gouvernance de l'Eau et la Gestion Intégrée de l'Eau" du 19 au 22 octobre 2020 au profit des institutions nationales des ressources en eau des pays du Bassin du Lac Tchad à travers une plateforme de vidéo conférence en ligne.



L'atelier de formation a renforcé les capacités techniques du personnel professionnel des institutions nationales chargées des ressources en eau au Cameroun, au Tchad, au Niger, au Nigeria, en Libye et au Soudan en fournissant des informations sur la manière d'analyser, de formuler et de mettre en œuvre des politiques, des plans et des programmes relatifs à l'eau en utilisant une approche de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AUDITS PUBLICS (PAU-CAB)

• Cours de formation sur « l'audit financier »



Dans le cadre de son Programme de Renforcement des Capacités d'Audit Public (PAU-CaB), le SESRIC a organisé un cours de formation sur "l'Audit Financier" du 21 au 25 septembre 2020. Le cours a été dispensé virtuellement au profit des participants du ministère des finances et de l'économie, du ministère du travail et de la protection sociale et du comité d'État pour les statistiques du Turkménistan ainsi que des participants de la banque centrale de la République d'Ouzbékistan, du ministère du développement économique et de la réduction de la pauvreté et d'autres entités financières en Ouzbékistan.

Le cours de formation a été dispensé par des experts compétents de la Cour des comptes turque (TCA) qui ont donné un aperçu de la responsabilité publique et de la bonne gouvernance ainsi que des normes d'audit internationales et de leur applicabilité dans l'audit du secteur public.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES BOURSES (SE-CAB)

• Cours de formation sur « la sensibilisation aux bourses »

Le SESRIC a organisé un cours de formation du 13 au 21 juillet 2020 au profit des participants de Borsa Brunei Darus-

salam (BNX), du Ministère des Finances et de l'Economie (MOFE), de Dynamic Technologies (DT) et de l'Autorité Monétaire du Brunei Darussalam (AMBD). Le cours de formation a été dispensé en ligne par des experts compétents des départements concernés de Borsa Istanbul, le secrétariat du Forum des échanges de l'OCI.



Le cours a donné un aperçu de divers aspects des mécanismes boursiers tels que le risque et la conformité réglementaire, les opérations sur le marché des actions, l'émission d'obligations et de Sukuk et les fonctions du dépositaire, pour n'en citer que quelques-uns.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA DIPLOMATIE (DIPLOMACY-CAB)

• Cours de formation sur « la diplomatie numérique pour les jeunes diplomates de l'OCI »

En partenariat avec l'Académie de Diplomatie du Ministère des Affaires Etrangères de la République de Turquie, le SESRIC a organisé un cours de formation sur "la Diplomatie Numérique pour les Jeunes Diplomates de l'OCI" du 14 au 17 septembre 2020 à travers une plateforme de vidéoconférence. Le cours de formation a été mené dans le cadre du programme de renforcement des capacités diplomatiques du SESRIC (Diplomacy-CaB) et a été suivi par de jeunes diplomates des ministères des affaires étrangères de 29 pays membres de l'OCI.

L'objectif principal du cours de formation était de fournir des connaissances sur la relation entre la diplomatie numérique et les objectifs de politique étrangère, ainsi que d'identifier le processus de développement et de suivi de stratégies efficaces dans le domaine de la diplomatie numérique. Le cours de formation a été dispensé par des experts renommés qui ont permis aux jeunes diplomates de l'OCI d'améliorer leur compréhension et leur connaissance des implications pratiques de la diplomatie numérique sur leurs domaines politiques.



COOPERATION TECHNIQUE

Le SESRIC joue un rôle significatif dans le renforcement de la coopération technique et de la collaboration entre les États membres de l'OCI en facilitant l'assistance technique, l'échange de connaissances et de meilleures pratiques, le développement des compétences et la mise en réseau. Le Centre souligne également l'importance des "projets de développement spécifiques aux régions et aux pays" qui sont adaptés en fonction des caractéristiques et des besoins de chaque région. Ainsi, le SESRIC s'associe avec des institutions nationales, régionales et internationales afin de mettre en œuvre des projets et activités, dans le cadre de ses initiatives de coopération technique, développés au profit des États membres de l'OCI.

ACTIVITIÉS & PROJETS

- **Webinaire sur « les organisations régionales, sous-régionales et inter-régionales dans les pays du Sud en tant qu'acteurs dans la réponse au COVID-19 »**



Le SESRIC a participé au webinaire sur les « Organisations régionales, sous-régionales et inter-régionales dans les pays du Sud en tant qu'acteurs dans la réponse au COVID-19 » organisé conjointement par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) et le Centre des politiques du PNUD à Séoul le mercredi, 15 juillet 2020.

Dans le panel de discussion, une présentation a été faite par le SESRIC sur ses initiatives prises lors de la pandémie et le rôle du Centre dans la promotion de la coopération Sud-Sud à travers ses mandats ; Statistiques, Recherche et Formation. En outre, des exemples concrets ont également été partagés concernant les mécanismes de soutien lancés par les différentes institutions de l'OCI, y compris le SESRIC, pour aider les pays membres de l'OCI à répondre à la pandémie de COVID-19 et à atténuer ses impacts négatifs.

- **Webinaire sur « les impacts économiques de la pandémie de COVID-19 sur les pays de l'OCI »**



Le SESRIC, le Centre d'études du Moyen-Orient (ORSAM), l'Université technique OSTIM et l'Université d'Istanbul ont organisé conjointement un webinaire sur les « Impacts économiques de la pandémie de Covid-19 sur les pays de l'OCI » le 06 juillet 2020 à 14h00 (GMT+3). Des conférenciers de haut niveau ayant différentes formations et parcours se sont réunis pour discuter des impacts économiques du COVID-19 sous différents angles, notamment l'énergie, la technologie et l'emploi. Pendant le panel de discussion, le SESRIC a présenté les résultats principaux de son rapport intitulé "les Impacts Socio-économiques de la Pandémie de COVID-19 sur les Pays Membres de l'OCI: perspectives et défis."

RÉSEAUX

Le SESRIC rassemble les institutions nationales des pays membres de l'OCI travaillant dans un large éventail de domaines socio-économiques afin d'établir une coopération plus étroite pour le partage et l'échange des connaissances et expériences et conduire des initiatives, des projets et des programmes communs par la modalité de coopération en réseau du Centre. Chaque année, le Centre analyse les besoins pour de tels réseaux et organise des réunions de réseautage en étroite collaboration avec les points focaux nationaux des institutions concernées. Le SESRIC accueille actuellement deux réseaux principaux ; le Réseau de Sécurité et de Santé au Travail de l'OCI (OIC-OSHNET) et le Réseau des Services Publics de l'Emploi de l'OCI (OIC-PESNET).

- **Troisième Réunion du Réseau de l'OCI de la Santé et la Sécurité au Travail (OCI-OSHNET)**



TLa 4ème réunion du Réseau de l'OCI de la sécurité et la santé au travail (OIC-OSHNET) a été organisé conjointement par le SESRIC, en sa qualité de Coordinateur technique de l'OIC-OSHNET et la Direction générale de la santé et de la sécurité au travail du ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux de la République de Turquie, en sa qual-

ité de Secrétariat de l'OIC-OSHNET. La réunion s'est déroulée via une plateforme de vidéoconférence les 7 et 8 octobre 2020 en raison de la pandémie COVID-19.

La 4^{ème} Réunion de l'OIC-OSHNET a réuni 52 représentants de haut niveau et Points Focaux Nationaux (PFN) de 37 pays membres de l'OIC pour discuter et adopter deux documents importants; « Règlement intérieur » et « Plan de travail de l'OIC-OSHNET 2021-2022 ».



L'OIC-OSHNET a été lancé en 2011 afin d'établir une coopération plus étroite entre les institutions de sécurité et de santé au travail (SST) des États membres de l'OIC à travers le partage des connaissances, de l'expérience et des meilleures pratiques. Le SESRIC assume le rôle de coordinateur technique de l'OIC de l'OIC-OSHNET et exécute un programme spécifique de renforcement des capacités en matière de SST, à savoir le programme de renforcement des capacités de sécurité et de santé au travail (OSH-CaB) pour soutenir les efforts des États membres de l'OIC dans l'amélioration de la sécurité et de la santé dans les lieux du travail. Pour plus d'informations, veuillez visiter le site: <https://oshnet.sesric.org/>

PORTAILS

Le SESRIC développe et maintient divers portails web conformément aux décisions prises dans les forums pertinents de l'OIC en vue de renforcer la communication, la coopération et le partage des connaissances entre les parties prenantes concernées dans les États membres de l'OIC. Les portails

sont les principales plateformes de partage d'informations dans les domaines concernés, facilitent la coordination des activités et servent de bibliothèque pour toutes les publications et rapports liés à ces domaines. Actuellement, le SESRIC accueille le portail OIC-OSHNET, le portail de l'OIC sur les ressources en eau, le portail de l'OIC sur la santé, les stagiaires de l'OIC, et l'initiative de l'OIC pour un monde sans tabac. Les portails sont accessibles à travers le site web du SESRIC: <https://www.sesric.org/>

• Session de formation sur 'la Gestion du contenu et l'Utilisation du Portail de l'OIC sur la santé'

Le SESRIC et le Secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ont organisé conjointement une session de formation sur « la gestion du contenu et l'utilisation du portail de l'OIC sur la santé » le 12 novembre 2020 via une plateforme de vidéoconférence en ligne. La session de formation a été suivie par des points focaux désignés des Ministères de la Santé de 22 États membres de l'OIC ainsi que par des représentants des institutions concernées de l'OIC. La session visait à informer les participants sur la justification et la structure du Portail de l'OIC sur la santé et sa pertinence pour le Programme d'Action Stratégique de Santé de l'OIC (OCI-SHPA) 2014-2023.

Le portail de l'OIC sur la santé peut être consulté su le lien suivant <https://www.oichealth.org/>



PROGRAMME DE L'OIC-EFP

Le Programme de Formation Professionnelle pour les États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI-EFP) est un programme développé par le SESRIC afin de soutenir et compléter les efforts des États membres de l'OIC pour surmonter les défis et les limitations actuels rencontrés dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP). Le programme vise à améliorer la qualité des systèmes de l'EFTP dans les États membres de l'OIC, et ainsi à contribuer au développement et à la compétitivité de leurs économies. Les activités du programme de l'OIC-EFP sont mises en application par différentes modalités telles que des cours de formation des formateurs (FdF), des ateliers de formation, des projets, des cours de formation, Visites d'étude et webinaires.

• Programme de l'OIC-PFP identifié comme une bonne pratique pour le développement durable

Le programme de l'OIC-PFP a été publié comme une solution pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD 4) sur "l'éducation de qualité" "Les bonnes pratiques dans la coopération sud-sud et triangulaire pour le développement durable - volume 3" dans la publication du Bureau des Nations Unies pour la coopération sud-sud.

Le rapport publié s'est concentré sur les défis qui font face aux systèmes de l'EFTP particulièrement dans la région de l'OIC et l'établissement du programme de l'OIC-PFP comme solution qui complète les efforts internationaux vers la réalisation des ODD, en particulier l'objectif 4 "éducation de qualité". Le programme de l'OIC-PFP a été souligné considérant son rôle important en augmentant la coopération Sud-Sud et triangulaire (SSC et TrC), et l'échange de connaissance par des approches innovatrices et holistiques parmi les autorités na-

tionales appropriées de l'EFTP des États membres de l'OCI. Une attention particulière a été accordée à la feuille de route du programme et aux activités énumérées dans le plan de travail de mise en œuvre qui englobent les principes fondamentaux de la coopération Sud-Sud tels que la compréhension mutuelle, l'échange d'expertise et d'expériences, l'apprentissage entre pairs et le développement des capacités.

Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development - Volume 3



• Webinaire sur « Les meilleures pratiques des centres d'EFTP durant la pandémie de Covid-19 »



Dans la portée du programme de l'OCI-PFP, le SESRIC a organisé un Webinaire qui a rassemblé des représentants de haut niveau des autorités nationales de l'EFTP de différents pays membres de l'OCI à savoir ; Jordanie, Malaisie, Nigéria et Turquie qui ont partagé les meilleures pratiques et les histoires de succès de leurs institutions lors de la pandémie. L'événement virtuel a été retransmis en direct et enregistré sur la chaîne YouTube du SESRIC qui est accessible par le lien suivant : <https://bit.ly/sesric-live>.

Le webinaire a facilité l'échange de connaissances entre les décideurs et les parties prenantes de l'EFTP et a mis en évidence les rôles importants joués par les centres d'EFTP pour soutenir les politiques nationales d'intervention d'urgence de leur pays d'origine. En outre, le webinaire visait à renforcer les partenariats et à promouvoir la solidarité entre les institutions nationales concernées dans le domaine de l'éducation et du développement des compétences afin de surmonter les obstacles causés par la pandémie de COVID-19.

• Cours de formation sur « le développement des compétences et de l'entrepreneuriat »



Un cours de formation sur “le développement des compétences et de l'entrepreneuriat” a été organisé du 08 au 17 juillet 2020 au profit des participants du Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et de l'Artisanat, du Ministère de la Fonction Publique et du Renouveau de la Fonction Publique, et du Ministère du Travail, du Dialogue Social, des Organisations Professionnelles et des Relations avec les Institutions du Sénégal.

Le cours de formation a été organisé dans le cadre du programme de l'OCI-PFP et du programme exécutif pour l'exécution du cadre de l'OCI pour la coopération sur le travail, l'emploi et la protection sociale 2019/2020. Le cours porte principalement sur les sujets suivants: plan de développement des compétences, rôle de la formation dans le développement du savoir-faire, la formation comme outil de développement du capital humain et l'esprit entrepreneurial.

INTERNSHIP PROGRAMMES

Le Centre a deux principaux programmes de stages comme ci-dessous :

- Le programme de stages internationaux de l'OCI (OIC Intern):
- Le programme de stages du SESRIC

Les deux programmes s'adressent aux jeunes adultes citoyens des pays membres de l'OCI, âgés de moins de 30 ans et déjà inscrits à l'université (3ème année ou plus ou poursuivant un diplôme de troisième cycle)

Le programme de stages internationaux de l'OCI (OIC INTERN)

L'OIC INTERN est un programme de stages internationaux visant à encadrer les jeunes dans la planification de leur carrière professionnelle en renforçant les connaissances académiques acquises pendant leurs études par des applications pratiques.

Le programme donne aux jeunes la possibilité de découvrir un milieu de travail professionnel et, par conséquent, d'améliorer leur éthique du travail, leur discipline profes-

sionnelle et d'autres compétences. Tout en donnant la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle et technique, le programme permet également aux stagiaires d'acquérir des compétences en matière d'interaction culturelle et de communication interculturelle.

Comme d'autres programmes, l'OIC INTERN a également été affecté par la pandémie de COVID-19 et ses effets sur la vie et les affaires. Malgré cette situation difficile, 40 étudiants de différents pays membres de l'OCI ont effectué leur stage dans 11 institutions différentes des secteurs public et privé en 2020.

PROGRAMME BINA

Le programme BINA est une initiative menée en partenariat entre le SESRIC, la Banque Islamique de Développement (BID) et le Programme Libyen pour la Réintégration et le Développement (LPRD) dans le but de soutenir la Libye, en tant qu'état affecté par un conflit, dans les domaines de la recherche, du renforcement des capacités et du développement économique. Le SESRIC assume le rôle de l'agence d'exécution du programme.

• Réunion du Comité directeur du programme BINA



La réunion du Comité directeur du programme BINA s'est tenue virtuellement le 23 juillet 2020 pour suivre les progrès accomplis et les actions futures concernant la mise en œuvre du programme à la lumière des défis actuels dus à la pandémie de COVID-19 ainsi que les difficultés croissantes et bien compréhensibles de la mise en œuvre des activités en Libye dans les conditions actuelles. La réunion a été suivie par les membres du Comité directeur des institutions partenaires ; le SESRIC, la BID et le LPRD, au cours de laquelle la poursuite des activités du programme a été discutée et l'état des décaissements a été approuvé. En outre, les membres du Comité directeur ont abordé la stratégie de sortie du programme afin d'assurer la pérennité des services actuellement fournis dans le cadre du programme.

• BINA PME LIBYE

➤ Programme de formation à l'entrepreneuriat pour 70 start-ups/ PME en Libye

L'incubateur de PME BINA a développé un programme détaillé avancé pour certaines start-ups/ PME en Libye. Le programme comprenait une introduction à l'entrepreneuriat, une idée d'entreprise, un modèle d'entreprise, une stratégie commerciale, un plan d'affaires, du marketing, des finances, l'environnement commercial de la Libye, un coaching et une formation au démarchage.



➤ Formation de 25 mentors libyens et fournisseurs de BDS en Libye

Une formation sur mesure de 25 mentors / BDS a été développée et dispensée à distance par des experts et des formateurs qualifiés. Un groupe de mentors/coachs d'entreprises et de BDS ont commencé à recevoir une formation complète de 90 heures.

• Concurrence NAMA II

Dans le cadre du projet de développement des PME BINA, 32 start-ups ont été incubées dans l'incubateur BINA et ont bénéficié de sessions intensives de coaching et de mentorat pendant une période de cinq mois. Le processus d'incubation a été mené par une combinaison de l'incubation et des processus d'incubation classiques en raison des conditions liées à la pandémie en cours. Après l'achèvement du processus d'incubation, la cérémonie de remise des diplômes a été organisée le 26 novembre 2020 à Istanbul, en Turquie, dans le but de célébrer et de récompenser les start-ups pour soutenir leur croissance.



• Cours de formation sur le “journalisme de paix”



Le cours de formation sur le “journalisme de paix” a été virtuellement organisé du 19 septembre au 1er octobre 2020. Le cours de formation comprenait des méthodes de formation interactives, des activités et des simulations concernant le processus de production d’informations en utilisant le concept de journalisme de paix, des questions interactives et des tests d’évaluation.

• Cours de formation sur “l’administration publique”



Le cours de formation sur “l’administration publique” a été virtuellement mené du 19 au 23 octobre 2020 au profit des fonctionnaires des institutions publiques concernées de Libye. Le cours visait à renforcer les capacités des participants en matière de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption et de réforme des administrations publiques. Le cours de formation a également donné un aperçu de l’expérience internationale pertinente en matière de réforme de l’administration publique, en mettant l’accent sur les aspects culturels et la dynamique résultant de l’expérience du Maroc en matière de réforme de l’administration publique.

• Cours de formation sur “l’entrepreneuriat social pour les ONG”



Le cours de formation sur “l’entrepreneuriat social pour les ONG” a été virtuellement organisé du 23 au 26 novembre 2020 au profit de 20 stagiaires des organisations de la société civile et des ONG libyennes compétentes. Le cours de formation visait à accroître les capacités des stagiaires en matière de gestion stratégique et de sensibilisation des ONG dans le cadre du concept d’entrepreneuriat social. Le cours de formation a également permis de comprendre comment les nouvelles stratégies médiatiques peuvent diversifier les sources de revenus des ONG et les aider à devenir moins dépendantes des financements extérieurs. La formation a offert aux stagiaires une occasion unique d’enrichir leurs connaissances sur les concepts, les nouveaux outils et les méthodes nécessaires au développement et au maintien des entreprises sociales.

• Séances de brainstorming sur la “Réforme de l’administration publique en Libye”

Le SESRIC a organisé deux sessions virtuelles de brainstorming sur la “Réforme de l’Administration Publique en Libye” les 09-10 novembre 2020 pour échanger des vues sur les questions et les défis majeurs concernant le fonctionnement efficace du système actuel et explorer des approches alternatives sur la façon de le réformer.

Les sessions de brainstorming ont été organisées dans le cadre d’un projet de recherche sur “la réforme de l’administration publique en Libye” qui est mené par le SESRIC dans le cadre du programme BINA. La recherche devrait recommander un ensemble de propositions et de priorités de réforme nécessaires en Libye pour concevoir un cadre qui soit inclusif pour les besoins particuliers de la Libye. La recherche comprendra également une étude de cas ciblée sur le secteur de la santé, l’un des plus importants secteurs nécessitant des réformes en Libye.



JOURNAL DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

La revue de la coopération économique et du développement (Journal of Economic Cooperation and Development en anglais) (ISSN 1308-7800), précédemment intitulée Revue de la coopération économique (Journal of Economic Cooperation) (ISSN 0252 - 953X), est un document de recherche appliquée sur l'économie du développement. La revue accueille les documents originaux traitant des questions économiques et sociales importantes actuelles dans les pays en développement. La revue accordera une attention particulière aux articles qui traitent des potentiels et des possibilités d'encourager et d'augmenter la coopération économique et technique des pays en développement. La revue est publiée en anglais, en mars, juin, septembre et décembre. La revue est indexée/résumée dans SCOPUS, JEL/Econlit, i-Journals, i-Focus et i-Future.

Volume 41 (2020) Numéro 3

Six articles étudiant l'innovation continue des institutions de microfinance de la charia, l'efficacité des institutions de la zakat sur les dirigeants de petites entreprises, la planification démographique des retraites, la corrélation entre la pertinence des assurances et les facteurs macroéconomiques, l'échec du contrôle du secteur pétrolier en Azerbaïdjan, le commerce européen contemporain, le financement des capitaux dans le secteur agricole nigérian, la stabilité de la finance islamique qui rebondit pendant la pandémie actuelle, et une comparaison actuelle des banques conventionnelles et islamiques au Pakistan ont constitué le Volume 41 (2020) Numéro 3 du JECD. Les lecteurs peuvent avoir accès à ce numéro via: https://www.sesric.org/publications-jecd-articles.php?jec_id=116



Volume 41 (2020) Numéro 4

Sept articles sur la relation entre l'investissement étranger direct et la croissance économique, la coopération économique et le développement humain dans les pays du D-8, le choix entre le secteur formel et le secteur informel et les écarts de salaires en Algérie, la prévision de la volatilité de certaines banques de la Bourse de Dhaka, l'explication des dépenses de santé en Afrique subsaharienne et le lien entre la croissance de la dette et la Jordanie ont été inclus dans le volume 41 (2020) numéro 4 du JECD. Les lecteurs peuvent avoir accès à ce numéro via: https://www.sesric.org/publications-jecd-articles.php?jec_id=117

